



RIGHTS AND RESOURCES INITIATIVE | OCTOBRE 2022

*Les pasteurs—la solution à la gestion durable
des paysages secs, mais marginalisés et affaiblis,
considérés comme le "problème"*

UN ARTICLE D'OPINION D'EDMUND BARROW, MEMBRE DE L'ASSOCIATION RRI

Résumé

Les pasteurs sont bien adaptés aux environnements difficiles et disposent d'un vaste répertoire de connaissances locales sur leurs ressources naturelles, qui est complexe et repose sur une variété de mesures de survie et d'assurance. Mais ils ont également souffert de la sécheresse, de la famine, de l'ingérence politique, de l'insécurité physique, des agressions armées, de l'appauvrissement croissant et du fait d'être ignorés. Malgré ces obstacles, les pasteurs gèrent leurs terres à des fins diverses, notamment la mobilité du bétail, qui dépend des grands paysages en propriété commune, de la connaissance de la productivité des écosystèmes et de la capacité à négocier l'accès aux ressources. Les institutions traditionnelles et la cohésion sociale s'érodent mais continuent de jouer un rôle important dans l'utilisation des ressources naturelles. Il existe actuellement deux grandes stratégies pour lutter contre la dégradation de l'environnement : 1) étendre les zones protégées et conservées ; et 2) améliorer la gestion des terres agricoles et de parcours. Trop souvent, ces solutions sont considérées comme incompatibles.

Les actions menées localement doivent transférer le financement et le pouvoir de décision aux peuples locaux pour soutenir les solutions locales. C'est ici que l'Initiative des droits et ressources (RRI) peut jouer un rôle important en plaidant en faveur du pastoralisme et de la gestion durable des ressources naturelles des zones arides à travers deux des piliers de RRI : la garantie des droits et des responsabilités à l'égard des terres et des ressources, et la gouvernance. RRI peut 1) comprendre les déterminants des investissements irresponsables dans les zones arides ; 2) comprendre comment les éleveurs gèrent les risques et la résilience ; 3) plaider en faveur du pastoralisme en tant que stratégie de conservation ; 4) plaider en faveur de l'intégration du marché et de l'économie de subsistance du pastoralisme ; 5) comprendre comment la perte de la biodiversité et des services écosystémiques affecte les pasteurs ; 6) comprendre le "sectoralisme"—uniquement dominé par des acteurs et des secteurs jugés globalement puissants et influents—et la manière dont il a un impact négatif sur l'environnement, fragmente le paysage et entraîne une perte de résilience, de biodiversité et de connectivité ; 7) plaider en faveur de la sécurité d'occupation et des droits sur les ressources ; et 8) comprendre comment la gestion intégrée du paysage (ILM) est médiée par une gouvernance équitable.

Les pasteurs : Une partie de la solution, pas du problème

Le pastoralisme est une pratique ancienne qui remonte au néolithique et que l'on retrouve sur tous les continents (sauf l'Antarctique), bien que chaque région soit façonnée différemment par la géographie et la culture. Les pâturages utilisés par les pasteurs—en particulier ceux de la saison humide—sont souvent impropres à la culture. Cependant, la végétation des pâturages riches en saison sèche, qui est essentielle au succès global du pastoralisme, a souvent été expropriée pour la culture et la conservation.

Les pasteurs vivent et gèrent habituellement les zones arides du monde, qui couvrent actuellement 42 pour cent de la surface terrestre de la planète, dont 61 pour cent—soit 12,5 millions de km²—se trouvent en Afrique.¹ Le pastoralisme désigne une production fondée sur l'élevage et reposant sur l'utilisation extensive des terres et la mobilité. Il existe de nombreux types et degrés de mobilité pastorale, qui varient en fonction de l'aire de répartition et des conditions environnementales, et peuvent être saisonniers ou réguliers entre des pâturages bien définis. Elle peut également suivre des itinéraires de transhumance fixes ou varier d'une année à l'autre.

Au fil du temps, les sociétés pastorales se sont adaptées à des environnements difficiles et ont acquis un vaste répertoire de connaissances locales sur leur base de ressources, ses faiblesses et ses forces, ainsi que sur son utilisation et sa gestion, des espèces spécifiques aux écosystèmes. Le pastoralisme est complexe et repose sur diverses mesures de survie et d'assurance visant à atténuer les effets des périodes difficiles telles que la sécheresse et les maladies. Pourtant, il existe un consensus sur le fait que la plupart des interventions de développement n'ont pas aidé les pasteurs : ils ont survécu malgré le développement, et non grâce à lui. Au cours du siècle dernier, les sociétés pastorales ont souffert de la sécheresse, de la famine, de l'ingérence politique, de l'insécurité physique, des agressions armées, de l'appauvrissement croissant et de l'ignorance. Les interventions ignorantes des gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG) ont souvent aggravé la situation² là où les systèmes sont affaiblis par l'expropriation des terres (agriculture, zones protégées) ou par des méthodes de conservation géographiquement inappropriées.

Mais le rôle des connaissances traditionnelles est de plus en plus reconnu dans le secteur du développement, comme le note la Commission mondiale sur l'environnement et le développement :

L'isolement de bon nombre de ces populations (autochtones) a permis de préserver un mode de vie traditionnel en étroite harmonie avec l'environnement naturel. Leur survie même a dépendu de leur conscience écologique et de leur adaptation. Ces communautés sont les dépositaires de vastes accumulations de connaissances et d'expériences traditionnelles. Leur disparition est une perte pour la société dans son ensemble, qui pourrait apprendre beaucoup de leurs compétences traditionnelles en matière de gestion durable de systèmes écologiques très complexes. Il est terriblement ironique de constater qu'à mesure que le développement formel s'enfonce dans les forêts tropicales, les déserts et autres environnements isolés, il tend à détruire les seules cultures qui se sont avérées capables de prospérer dans ces environnements.³

C'est dans les paysages pastoraux que des politiques solides de gestion participative des ressources naturelles et de conservation sont désespérément nécessaires. Cependant, en raison de l'immensité de ces paysages, de la mobilité des populations et de la variété des défis à relever, ce travail est souvent discuté mais rarement mis en œuvre. Le développement des zones arides ne doit pas être un copié-collé des zones à fort potentiel, comme on le voit souvent dans le développement dominé par l'agriculture et les modes de vie sédentaires ou par les opinions des classes politiques et techniques et des décideurs.

Les aires conservées par les peuples autochtones et les communautés locales (ICCA) peuvent remédier aux lacunes des aires protégées et placer fermement la conservation dans les paysages dominés par les populations, de manière intégrée. C'est particulièrement vrai pour le pastoralisme. Peu d'ICCA sont officiellement reconnues par les gouvernements, mais elles font partie des zones protégées les plus anciennes du monde. D'autres mesures de conservation efficaces basées sur les zones (OECM), telles que les conservatoires, les bois sacrés ou les refuges de pâturage pour la saison sèche des pasteurs, peuvent contribuer à instaurer le respect et la reconnaissance nécessaires des ICCA à l'échelle mondiale.⁴ Les pasteurs ont une grande connaissance de l'environnement, contribuent à la préservation de la diversité des espèces et des habitats, et sont inextricablement liés à la conservation. Il est essentiel de respecter les connaissances environnementales des pasteurs et d'encourager la mobilité pastorale, car leur connaissance de la variabilité climatique, spatiale et temporelle est indispensable à la survie de la planète. La clé d'une conservation réussie des zones arides réside dans la capacité des pasteurs à gérer les variations de la végétation et des précipitations—dans le temps et dans l'espace—pour maintenir des moyens de subsistance durables et une croissance économique.

Certains attributs du pastoralisme contribuent à la conservation. Les objectifs des pasteurs ne sont pas seulement d'augmenter la taille du troupeau, mais aussi d'accroître le rendement laitier, de maintenir une structure de troupeau appropriée pour un succès à court et à long terme, et d'assurer la résistance aux maladies par une reproduction sélective. L'hétérogénéité du troupeau renforce une base de production diversifiée, et la flexibilité est une assurance qui permet de maintenir les moyens de subsistance et de promouvoir les résultats de la conservation. Certains attributs de la gestion pastorale⁵ comprennent :

- L'adaptation du bétail permet aux éleveurs de disposer d'un bétail diversifié, composé de brouteurs, en fonction des besoins de survie et de productivité, et bien adapté aux conditions climatiques ;
- La mobilité du bétail améliore l'efficacité de la conversion des fourrages et constitue une stratégie de gestion des risques nécessitant des déplacements à différentes échelles et à différents moments ;
- Les parcours sont des mosaïques diversifiées d'espèces et d'écosystèmes où les pasteurs gèrent le pâturage et les espèces broutantes afin d'optimiser et de conserver les ressources des parcours ; et
- Le fractionnement des troupeaux en tant que stratégie de réduction des risques maintient la productivité à long terme de l'aire de répartition, assure une production durable et fait partie intégrante des institutions coutumières.

Les pasteurs gèrent leurs parcours en utilisant des stratégies telles que l'aménagement de l'eau, le débroussaillage, la restauration et la protection des arbres, et l'utilisation du feu, qui contribuent toutes à la conservation ILM. Les paysages des pasteurs sont comme une toile maintenue ensemble par différents fils et menaces⁶ :

- Il est nécessaire de mettre en réserve de riches parcelles de végétation pour les périodes de sécheresse, mais beaucoup de ces terres ont été expropriées pour la culture ou les zones protégées, ce qui compromet les systèmes pastoraux plus importants ;
- L'utilisation de feux contrôlés pour gérer les pâturages, lutter contre les maladies, détruire les espèces non appétentes et encourager les espèces appétentes alors que ces méthodes sont considérées comme destructrices et rétrogrades ;
- L'eau est contrôlée et les droits sont négociés dans les endroits où la gestion des parcours et de l'eau vont de pair. Mais l'eau librement disponible tend à déplacer les pressions sur les pâturages, entraînant leur dégradation, et les pasteurs sont ensuite blâmés ;
- La pratique d'une agriculture opportuniste brouille la distinction entre les pasteurs et les agro-pasteurs, alors que le développement met l'accent sur la culture, de sorte que les meilleures terres sont converties ; et
- Dépendant d'une variété de ressources et de facteurs influençant l'utilisation des ressources, la diversité qui existe en ce qui concerne les parasites et les maladies, le moment des rassemblements culturels, les saisons de croissance et l'accès aux marchés sont les clés du succès de la conservation. Pourtant, le secteur du développement continue d'aliéner cette diversité.

Les pasteurs et les écologistes ont beaucoup en commun lorsqu'il s'agit de gérer les paysages et de comprendre les compromis entre le pâturage et le non-pâturage, tant dans le temps que dans l'espace. Les politiciens, les communautés agricoles dominantes (axées sur les cultures) et les défenseurs de l'environnement (axés sur la protection) comprennent rarement le pastoralisme et ses raisons d'être. Le pastoralisme et la conservation sont les deux faces d'une même médaille, mais ils

sont séparés par des secteurs gouvernementaux "cloisonnés" et une éducation qui ne se concentre que très peu sur les valeurs du pastoralisme et de la gestion des terres de parcours. Pourtant, les pasteurs gèrent les terres à des fins diverses, comme les matériaux de construction, les ustensiles, le fourrage et les médicaments. Ils peuvent reconnaître la plupart des plantes qui poussent sur leurs terres de parcours et sont conscients de la saisonnalité, de la toxicité, des avantages pharmacologiques et des valeurs nutritives. Cette prise de conscience est essentielle pour les moyens de subsistance pastoraux afin de préserver le fourrage, de fournir de l'ombre et de protéger à long terme les avantages environnementaux que procurent les plantes et les arbres.

La mobilité du bétail dépend de la taille des paysages, généralement en propriété commune, de la connaissance de la productivité des écosystèmes et de la capacité des pasteurs à négocier l'accès aux ressources. Les institutions traditionnelles et la cohésion sociale, qui aidaient autrefois les pasteurs à réguler l'utilisation des ressources naturelles et à survivre aux périodes de stress, sont en train de s'éroder, mais continuent de jouer un rôle important dans l'utilisation et la conservation des ressources naturelles⁷ :

- Les communautés pastorales désignent des rôles de protection des ressources à différentes institutions (par exemple, les Laibons parmi les Maasai Loita au Kenya qui contrôlent certaines ressources sacrées) ;
- Les institutions traditionnelles de gestion des parcours, comme le Qaaran en Somalie, l'Iribu en Afar et le Bussa Gonefa en Borana, sont diverses et soutiennent les éleveurs qui perdent leur bétail à cause de la sécheresse, des raids ou des maladies ;
- L'action collective est un filet de sécurité sociale qui améliore le partage du travail et augmente la sécurité pendant les périodes de stress, ce qui est vital pour une gestion efficace des pâturages.

Les récits dominants sur l'agriculture et la conservation marginalisent le pastoralisme

Dans les paysages pastoraux, on constate des échecs de développement dus à un manque de participation et de respect des populations locales. Souvent basés sur des idées "occidentales", les projets sont planifiés et mis en œuvre sans comprendre le système pastoral. Les connaissances locales et les systèmes de gouvernance associés sont ignorés. Trop souvent, les représentants des projets, ainsi que leurs donateurs et planificateurs, prônent l'égalité de participation, la sensibilisation et la responsabilité sociale alors que la réalité sur le terrain rappelle les pépinières et la plantation d'arbres ou l'irrigation et la culture isolées de systèmes plus vastes. Les modèles de développement dominants actuels proposent des alternatives telles que l'irrigation ou la pêche plutôt que de renforcer le pastoralisme pour produire davantage pour l'économie locale et nationale en termes de bétail et d'amélioration de la sécurité alimentaire. Malheureusement, ces modèles sont aussi souvent orientés vers des projets dénombrables et des "résultats" mesurables (par exemple, la superficie des terres irriguées, le nombre d'arbres plantés ou les structures hydrauliques installées). À partir de là, les arguments reviennent généralement aux idées reçues : les pasteurs sont arriérés, primitifs, nomades et conservateurs. Ils sont souvent minoritaires, relativement impuissants dans les structures politiques et les discours sur le développement, et n'ont guère voix au chapitre dans les politiques qui les gouvernent. Le développement est planifié pour eux et mis en œuvre par des personnes extérieures qui ne connaissent pas le pastoralisme.

Les pressions exercées par l'homme, les litiges sur l'utilisation des terres, la sédentarisation, l'empiètement industriel, les défis institutionnels, l'aliénation des terres pour la conservation et

l'agriculture, le changement climatique, le manque d'influence sur une politique dominée par un parti pris pour la culture, tout cela exacerbe la capacité des pasteurs à gérer durablement leurs terres qui s'amenuisent, en particulier lorsqu'ils n'ont pas leur mot à dire sur les questions plus larges d'utilisation des terres et les décisions qui les concernent.

Le pastoralisme est compatible avec la gestion des écosystèmes, mais les efforts de conservation ont entraîné l'expropriation de vastes zones de pâturages importants. Par exemple, environ 75 pour cent du domaine réservé à la faune sauvage du Kenya appartenait à l'origine aux pasteurs et était géré par eux. Si l'on ajoute à cela les pressions croissantes exercées par d'autres formes d'utilisation des terres, telles que la culture ou l'habitat, les pasteurs et les gestionnaires de la faune sauvage sont contraints à des alliances difficiles. Le pastoralisme et la conservation de la faune sauvage sont tous deux incompatibles avec l'agriculture intensive, mais ils entrent aussi souvent en conflit lorsqu'il s'agit de maladies, de fourrage et d'accès à l'eau.

Cependant, la dégradation à court terme ne compromet pas nécessairement la résilience à long terme. Les communautés pastorales augmentent la taille de leur troupeau pendant les bonnes années afin de se prémunir contre les périodes d'incertitude liées à la sécheresse ou aux maladies. Cela n'entraîne pas nécessairement une dégradation à long terme en raison des mécanismes naturels d'équilibre. Les pasteurs sont confrontés à de nombreuses contraintes dont ils ne sont pas responsables,⁸ notamment :

- De nombreux pasteurs sont aujourd'hui sédentaires suite aux programmes de colonisation ou pour profiter de nouvelles ressources telles que les points d'accès à l'eau et les services sociaux ;
- Dans les endroits où les pasteurs sont forcés de cultiver, il y a une concurrence pour la main-d'œuvre qui mine le système pastoral et la mobilité ;
- La production de charbon de bois pour le chauffage dans les centres urbains est rarement réglementée et a des effets dévastateurs sur l'environnement (par exemple, plus de la moitié du charbon de bois au Kenya provient des zones arides) ;
- Les projets d'infrastructure tels que les écoles et les établissements de santé réduisent souvent la mobilité ; et
- La prolifération de points d'accès à l'eau qui ne tiennent pas compte du milieu environnant perturbe la migration et peut conduire à l'établissement de pâturages permanents, ce qui réduit la vigueur des plantes, favorise le passage d'espèces appétentes à des espèces non appétentes et entraîne une perte de biodiversité.

Les questions de changement d'affectation des terres et de concurrence des ressources⁹ prolifèrent, notamment:

- L'empiètement des cultures sur les terres de parcours restreint la mobilité et contribue à la pénurie de fourrage, en particulier pendant les périodes de stress ;
- Le développement favorise les méthodes d'élevage occidentales qui impliquent de clôturer les terres, ce qui réduit la mobilité (par exemple, les pasteurs de Somalie ont tendance à clôturer les terres, ce qui est contraire à la mobilité) ;
- Le défrichage des forêts pour l'agriculture, comme au Soudan, est considéré comme "moderne et non nuisible", tandis que le surpâturage localisé autour des points d'eau est grossièrement exagéré ;
- Le pastoralisme est l'un des rares systèmes d'utilisation des terres compatibles avec la conservation. Pourtant, il est ironique que le pastoralisme soit aussi de plus en plus miné par l'exclusion des zones protégées ;

- L'empiètement d'espèces envahissantes telles que *Prosopis juliflora*, *Euphorbia tirucalli* et *Amaranthus spinosa* entraîne la détérioration des parcours, exacerbée par les restrictions au brûlage traditionnel ;
- Les conflits de ressources entre les pasteurs et les autres utilisateurs des terres peuvent limiter la mobilité et entraîner une augmentation des pressions de pâturage à un endroit et un sous-pâturage à un autre.

Lacunes et opportunités—la gestion du paysage est essentielle

Les personnes possédant les connaissances et les institutions nécessaires pour gérer les parcours à risque sont accusées de les dégrader alors que leurs meilleures terres ont été expropriées par le gouvernement et d'autres acteurs pour des cultures, des zones protégées, des établissements humains ou d'autres utilisations. La gestion traditionnelle des troupeaux présente des avantages en matière de conservation et fait partie intégrante de l'adaptation au climat, mais la résilience est compromise par la conversion de la riche végétation en terres cultivées, l'expropriation des terres de parcours pour des zones protégées et conservées ou des établissements humains, et le sous-investissement.

Deux stratégies existent actuellement pour lutter contre la dégradation de l'environnement : 1) étendre les zones protégées et conservées ; et 2) améliorer la gestion des terres agricoles et des pâturages.¹⁰ Trop souvent, les solutions qui relèvent de l'une ou l'autre de ces stratégies sont considérées comme incompatibles : les personnes impliquées dans l'agriculture associent la conservation à la création de parcs nationaux et à l'insécurité alimentaire. D'autre part, les défenseurs de l'environnement ont tendance à associer la culture et l'agriculture à la conversion des terres, à leur dégradation et à la perte de biodiversité. Ces deux approches de la gestion des terres utilisent des langages différents, ne se parlent pas et publient dans des arènes différentes. Pourtant, les deux stratégies sont essentielles pour la santé des personnes et de la planète.

L'action locale doit transférer le financement et le pouvoir de décision aux populations locales, y compris aux pasteurs, afin de soutenir les solutions locales. Malgré l'augmentation des promesses de financement au niveau local au cours des dernières années, il est clair que les acteurs nationaux, régionaux et mondiaux contrôlent toujours la majeure partie du financement et du pouvoir de décision nécessaires pour atteindre les objectifs mondiaux de conservation. Ce manque de financement et de pouvoir décisionnel au niveau local est également l'une des raisons des échecs du développement sur les terres des pasteurs, car ils ne soutiennent pas les acteurs locaux et ne créent pas d'espace pour la reconnaissance de leurs vastes connaissances locales, intergénérationnelles, autochtones, traditionnelles et culturelles.

L'agriculture intelligente face au climat peut aider à répondre aux besoins mondiaux en nourriture, en fibres et en énergie en contribuant à la sécurité alimentaire et de l'eau, à la régulation du climat, aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, ainsi qu'aux objectifs nationaux et internationaux visant à arrêter le changement climatique, à inverser la perte de biodiversité et à prévenir toute nouvelle dégradation des sols. Le pastoralisme est une solution basée sur la nature (NbS) et peut améliorer la gestion des sols, soutenir les résultats de la conservation et contribuer à la création de richesses.^{11 12} Les récompenses pour les services écosystémiques et les incitations pour une agriculture intelligente face au climat pourraient nous faire passer d'une formule "nourriture, fibres, carburant" à une formule "production, eau, climat et nature"—c'est ce que fait le pastoralisme.

Nous devons combler les écarts entre les connaissances et les systèmes institutionnels des pasteurs et ceux de la science et de l'éducation formelle. L'apprentissage réciproque pour mieux comprendre ces perspectives différentes aidera à respecter les connaissances des pasteurs et à résoudre certains problèmes de conservation (connectivité, utilisation durable, zones conservées). La valeur des connaissances écologiques traditionnelles doit être respectée. Les systèmes éducatifs actuels se concentrent sur les paradigmes dominants (économie, agriculture, industrie) et n'enseignent pas la valeur des connaissances traditionnelles, y compris le pastoralisme.

Comprendre comment la gouvernance pastorale et les arrangements institutionnels ont fonctionné dans le passé peut nous aider à améliorer et à légitimer le pastoralisme dans son ensemble. Il s'agit notamment de comprendre et de disposer d'institutions appropriées pour soutenir l'appropriation locale. C'est la base pour réaliser la valeur et la diversité des produits que l'utilisation des terres pastorales rend possible, y compris la commercialisation durable des produits et leurs chaînes de valeur pour soutenir le pastoralisme durable et l'amélioration des moyens de subsistance.

La gouvernance est étroitement liée à la sécurité de la tenure et aux responsabilités associées. Or, à l'heure actuelle, les pasteurs du monde entier ne bénéficient pas de cette sécurité. Les droits de tenure spécifiques qui caractérisent le pastoralisme et de nombreuses zones arides ont tendance à relever largement de l'usufruit communautaire, qui manque généralement de sécurité et/ou de reconnaissance formelle en vertu du droit national et international. Des exemples de systèmes fonciers communautaires existent au Kenya sous la forme de ranchs collectifs et de conservatoires et en Tanzanie sous la forme de terres villageoises. Cependant, dans les zones arides, les droits de tenure sont plus susceptibles d'être accordés à des individus à des fins commerciales ou de culture. Les droits de tenure sont encore moins susceptibles d'être accordés pour les terres de parcours qui tendent à rester sous l'usufruit traditionnel. Cela signifie que les droits des pasteurs sont faibles et peuvent facilement être usurpés pour la culture, l'élevage commercial ou la création de zones protégées.

Les politiques nationales privilégient généralement les approches sectorielles de la conservation en raison du mode de fonctionnement des États-nations et des gouvernements. L'adoption d'approches ILM et la promotion de la gestion intégrée des ressources naturelles peuvent y contribuer. Une telle compréhension politique repose sur le fait que les pasteurs ont des droits et des responsabilités sûrs à l'égard de leurs paysages et qu'ils sont capables de défendre ces paysages contre l'expropriation et l'utilisation non durable.

Un rôle de niche pour RRI

RRI peut jouer un rôle important dans la défense du pastoralisme et de la gestion durable des ressources naturelles des zones arides. Ceci peut être réalisé à travers deux des piliers de RRI : 1) sécuriser les droits et les responsabilités à l'égard des terres et des ressources, et 2) à travers le prisme de la gouvernance.

Comprendre les moteurs et les impacts des investissements irresponsables dans la gestion des zones arides, y compris le rôle des classes politiques dominantes, et le fait que les pasteurs n'ont pas de siège à la table des décisions et subissent les conséquences de décisions prises dans l'ignorance. Accuser les pasteurs de surpâturage est un oxymore puisqu'ils savent que le surpâturage est mauvais. Cependant, il est important de comprendre en quoi le surpâturage est différent, car les pasteurs, les défenseurs de l'environnement, les agriculteurs et les décideurs du paysage ont tous des conceptions différentes.

Comprendre comment les éleveurs sont des gestionnaires avisés du risque et de la résilience, car ils en savent plus sur le climat dans les environnements rudes, chauds et secs—en particulier au niveau du paysage—que les experts du climat. Les pasteurs gèrent leur bétail et leur vie en fonction d'un environnement en constante évolution. Les connaissances et les systèmes institutionnels des pasteurs doivent être exploités, et non aliénés ou dénigrés. Ils sont à la base de l'utilisation durable des terres, mais doivent être gérés de manière durable pour obtenir des produits essentiels tels que la viande, le lait et les produits forestiers non ligneux des zones sèches.

Il est essentiel de **respecter et de promouvoir le pastoralisme en tant que stratégie de conservation**, car il n'est toujours pas reconnu comme un élément central pour garantir les moyens de subsistance et les environnements difficiles exposés aux risques. Les autorités chargées de la conservation sous-estiment l'importance du pastoralisme alors qu'il s'agit de l'une des rares utilisations compatibles des terres. Le pastoralisme doit être respecté et développé en tant que stratégie d'utilisation durable des terres qui intègre les facteurs climatiques, la nécessité de la mobilité, ainsi que des connaissances locales et des systèmes institutionnels sophistiqués.

Défendre l'intégration du marché et l'économie de subsistance du pastoralisme par des incitations et des réglementations qui peuvent encourager l'utilisation durable. Mais cela dépend de la mise en place d'incitations pour promouvoir la sécurité sociale et économique en garantissant des flux de bénéfices plus importants de la conservation et en soutenant la gestion des ressources naturelles et la diversification au-delà de la production animale. Cela dépend également de l'amélioration des droits fonciers et de la sécurité de l'occupation des terres par les pasteurs, sur la base d'accords coutumiers favorisant l'opportunisme et la flexibilité, clés de la durabilité.

Comprendre comment les pertes de biodiversité et de services écosystémiques ont un impact sur les pasteurs, notamment : 1) la dégradation des terres et la conversion des écosystèmes pour la monoculture ; 2) la perte d'accès aux aliments sauvages, aux fruits et aux plantes médicinales ; 3) l'augmentation des risques pour les plus vulnérables ; et 4) la réduction de la qualité des aliments. La simplification des paysages par les monocultures, l'intensification et la perte de végétation naturelle ont toutes des effets négatifs sur la pollinisation et la lutte contre les parasites. Des paysages plus diversifiés offrent une plus grande richesse de biodiversité et de services écosystémiques.¹³

Comprendre les impacts du "sectorialisme", qui est dominé par des secteurs puissants et qui a un impact sur l'environnement, fragmente le paysage et entraîne une perte de résilience, de biodiversité et de connectivité, a de graves conséquences sur le pastoralisme. La conversion de terres arides et de parcours en terres agricoles mine et réduit la productivité des terres et compromet la durabilité. La démonstration de la connectivité et de l'importance de l'environnement pour l'utilisation des terres et les moyens de subsistance est essentielle au pastoralisme durable. Des réseaux diversifiés de cultures, d'arbres, de buissons et de pâturages favorisent la pollinisation, augmentent les rendements et améliorent la fertilité des sols. La Convention sur la diversité biologique (CDB) reconnaît désormais l'importance de la nature dans les systèmes agricoles.¹⁴

Défendre la sécurité de la tenure et des droits en se concentrant sur l'environnement comme lieu de la tenure. L'insécurité des droits entraîne une perte de responsabilité pour la nature et la terre. Une plus grande sensibilisation est nécessaire sur l'échelle, la portée et l'étendue d'une variété d'ICCA et des droits fonciers des communautés pour la conservation et le développement. Les droits et les responsabilités des gardiens peuvent être renforcés, mieux respectés au niveau national et mondial, et reconnus comme des atouts précieux en matière de culture, de moyens de subsistance et de conservation.

Comprendre comment la ILM englobe la gestion intégrée de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture et de l'élevage médiée par une gouvernance équitable qui respecte les diverses activités¹⁵¹⁶ qui doit être intégrée à une gouvernance environnementale et à des systèmes fonciers appropriés. Sans une gouvernance appropriée, le résultat peut être la dégradation. Les solutions techniques et de gouvernance doivent être "possédées" par l'utilisateur ou le propriétaire du paysage par le biais de plans d'action communautaires simples d'utilisation des terres qui s'appuient sur—ou négocient—les droits de propriété individuels ou collectifs existants et les institutions de gouvernance. Les intermédiaires peuvent faciliter la planification au niveau local, mais l'objectif et la propriété doivent être locaux et ne doivent pas être usurpés.¹⁷

Conclusion : Le cas du pastoralisme (régime foncier, gouvernance, institutions)

On peut se demander combien de choses restent inconnues à cause des yeux aveugles, des oreilles sourdes, du conditionnement professionnel et des préjugés du tourisme de développement rural. Ni les ruraux ni les scientifiques extérieurs ne peuvent savoir à l'avance ce que les autres savent. C'est en parlant, en voyageant, en demandant, en écoutant, en observant et en faisant des choses ensemble qu'ils peuvent le plus efficacement apprendre les uns des autres.¹⁸

Cette citation lapidaire est aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était lorsqu'elle a été écrite il y a près de 40 ans, notamment pour le pastoralisme.

La gestion durable de l'environnement est le fondement de la ILM, de l'agriculture, du développement et de la conservation.¹⁹ Le pastoralisme est une ILM et repose sur la sécurisation des droits sur les terres et les autres ressources naturelles afin de soutenir la gestion de l'environnement, de créer des incitations à une utilisation des terres durable sur le plan climatique et de contribuer à la protection des services écosystémiques. Le renforcement de la gouvernance communautaire des paysages et la sécurisation des droits produiront divers avantages en termes de produits et de ressources naturelles pour les paysages.

La promotion d'actions visant à intégrer les diverses utilisations des ressources (par exemple, l'agriculture, le pastoralisme, la foresterie, la nature, l'eau, l'environnement) démontre l'importance des écosystèmes.²⁰ La gestion de l'environnement est importante pour la démocratie, la gouvernance et la paix, et elle est réparatrice.²¹ Les approches paysagères qui intègrent l'utilisation de la terre, de l'eau et de la biodiversité et qui sont fondées sur la gouvernance participative et la sécurité d'occupation renforcent le rôle que les aires conservées peuvent jouer dans la promotion et le maintien d'une utilisation diversifiée des ressources. Mais, ces aires conservées, que les gouvernements nationaux étendent depuis 2010, se concentrent souvent sur des zones appartenant à l'État et gérées par lui plutôt que sur l'approche holistique qu'appliquent les ICCA.²²

La gestion de l'environnement est essentielle. Elle combine la gestion durable, la sécurité d'occupation et la gouvernance locale avec la compréhension que ces ressources sont plus que leur valeur économique.²³ Mais nous avons eu tendance à exploiter la Terre plutôt qu'à en assurer la gestion et à reconnaître la valeur intrinsèque de toute vie.²⁴ En se concentrant sur les paysages, le localisme et l'intendance, on peut résoudre les problèmes liés au caractère en réseau des paysages : plus d'action communautaire locale et d'interdisciplinarité ; moins d'approches centrales et cloisonnées ; et plus d'économie locale et moins d'économie nationale ou internationale. L'intendance consiste à s'assurer que les droits et les responsabilités sont dévolus au niveau de

responsabilité le plus bas et ne doit pas entraîner une déconcentration des pouvoirs gouvernementaux qui, bien qu'elle puisse être administrativement opportune, pourrait également dégrader ou dévaloriser le rôle des institutions traditionnelles.

Les pasteurs ont une connaissance approfondie de leur environnement et disposent d'institutions sophistiquées qui leur permettent d'exercer ce savoir. Ces institutions sont menacées par une grande variété de changements et de pressions qui affectent leurs terres de parcours. Pour surmonter la dégradation des terres de parcours, il faut permettre aux institutions coutumières et locales d'utiliser au mieux les connaissances traditionnelles et autres pour que le pastoralisme continue à être pratiqué efficacement.

Les options politiques qui améliorent la conservation des terres arides sont celles qui travaillent avec les institutions coutumières et respectent les connaissances traditionnelles. La conservation et la gestion durable des terres de parcours exigent la sécurité des droits et des terres, ainsi que la compréhension de la production animale locale, des stratégies de gestion des risques et de l'action collective. Le pastoralisme représente l'un des rares moyens d'améliorer les moyens de subsistance et de créer des richesses. Nous avons besoin de données probantes sur le pastoralisme — une base de données probantes pour que les décisions en matière de politique, de mise en œuvre et d'investissement soient une composante essentielle des secteurs de l'élevage, de la conservation et de l'adaptation au changement climatique. Le pastoralisme n'est pas l'apanage d'un seul secteur et la recherche pour défendre cette cause est importante et ne peut être laissée aux journaux. Elle doit au contraire servir à défendre les avantages réels du pastoralisme. Le pastoralisme, la conservation et la gestion intégrée du paysage sont des alliés, pas des ennemis.



À propos de l'initiative "Droits et ressources" (RRI)

La RRI est une coalition mondiale de 15 partenaires, 7 réseaux affiliés, 14 bénéficiaires de subventions internationales et plus de 150 organisations internationales, régionales et communautaires qui se consacrent à la promotion des droits des peuples autochtones et des communautés locales sur les terres forestières et les ressources. RRI exploite la capacité et l'expertise des membres de la coalition pour promouvoir la sécurité des droits locaux sur les terres et les ressources et catalyser des réformes progressives des politiques et des marchés.

RRI est coordonné par le Groupe Droits et Ressources, une organisation à but non lucratif basée à Washington, DC. Pour plus d'informations, consultez le site www.rightsandresources.org.

Membres



Sponsors



Les opinions présentées ici ne sont pas nécessairement partagées par les agences qui ont généreusement soutenu ce travail ou par tous les partenaires et réseaux affiliés de la coalition RRI. Cette œuvre est soumise à une licence Creative Commons Attribution License CC BY 4.0.

Notes en fin de texte

¹ Barrow, E. 2014. Governance : Cheville ouvrière de la gestion des ressources naturelles des zones arides. Institut sud-africain des affaires Internationales 92: 1-4, 4.

² Sandford, S. 1983. Gestion du développement pastoral dans le tiers monde. Londres : Overseas Development Institute.

³ Commission mondiale sur l'environnement et le développement. 1987. Notre avenir commun. Oxford : Oxford University Press.

⁴ Groupe d'étude UICN-WCPA sur les OECMs. 2019. Reconnaître et rendre compte des autres mesures efficaces de conservation par zone. Gland : Union internationale pour la conservation de la nature. 36. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2019.PATRS.3.en>.

-
- ⁵ Barrow, E., J. Davies, M. Babiker, N. Dirie, G. Gebru, V. Matiru, W. Olenasha, M. Rugadya, et D. McGahey. 2007. *Pastoralisme et conservation dans la Corne de l'Afrique*. Nairobi : Union internationale pour la conservation de la nature. 20.
- ⁶ Ibid.
- ⁷ Ibid.
- ⁸ Ibid.
- ⁹ Ibid.
- ¹⁰ Barrow, E. 2021. *La gestion de l'environnement a besoin du soutien de droits sûrs et d'une gouvernance appropriée*. Washington, DC : Food Policy Research Institute. 6. Disponible à l'adresse : <https://ideas.repec.org/p/fpr/pimfbs/1286379994.html>.
- ¹¹ Cohen-Shacham, E., G. Walters, C. Janzen, et S. Maginnis. 2016. *Solutions fondées sur la nature pour relever les défis sociétaux mondiaux*. Gland : Union internationale pour la conservation de la nature. Xiii-97. Disponible à l'adresse : <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2016-036.pdf>.
- ¹² Union internationale pour la conservation de la nature. 2020. *Norme mondiale pour les solutions basées sur la nature : Un cadre convivial pour la vérification, la conception et la mise à l'échelle des NbS*. Gland : Union internationale pour la conservation de la nature. 21. Disponible à l'adresse : <https://portals.iucn.org/library/sites/library/files/documents/2020-020-En.pdf>.
- ¹³ Dainese, M., E. Martin, M. Aizen et al. 2019. Une synthèse mondiale révèle des avantages médiés par la biodiversité pour la production végétale. *Science Advances* 5 : 13.
- ¹⁴ Convention sur la diversité biologique - Organe subsidiaire chargé des progrès scientifiques, techniques et technologiques. 2018. *Conservation et utilisation durable des pollinisateurs : Note du secrétaire exécutif*. Montréal : Programme des Nations Unies pour l'environnement. 18. Disponible sur : <https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=https%3A%2F%2Fwww.cbd.int%2Fdoc%2F%2Fc%2Fd8e%2F52a3%2F2a1eed083a73ae63e2b6d5fe%2Fsbstta-22-10-en.docx&wdOrigin=BROWSELINK>.
- ¹⁵ Barrow, E. 2021. *La gestion de l'environnement a besoin du soutien de droits sûrs et d'une gouvernance appropriée*. Washington, DC : Food Policy Research Institute. 6. Disponible à l'adresse : <https://ideas.repec.org/p/fpr/pimfbs/1286379994.html>.
- ¹⁶ Sarmiento, J. et A. Larson. 2020. *Modèles de participation aux forums multipartites : Résultats d'un examen de synthèse réaliste*. Bogor : Centre pour la recherche forestière internationale. 8. <https://www.doi.org/10.17528/cifor/007601>.
- ¹⁷ Larson, A. et J. Sarmiento. 2020. *Concevoir pour l'engagement : Insights for more equitable and resilient multi-stakeholder forums*. Bogor : Centre pour la recherche forestière internationale. 8. <https://www.doi.org/10.17528/cifor/007593>.
- ¹⁸ Chambers, R. 1983. *Rural Development : Putting the Last First*. Londres : Longman.
- ¹⁹ Barrow, E. 2021. *La gestion de l'environnement a besoin du soutien de droits sûrs et d'une gouvernance appropriée*. Washington, DC : Food Policy Research Institute. 6. Disponible à l'adresse : <https://ideas.repec.org/p/fpr/pimfbs/1286379994.html>.
- ²⁰ Ibid.
- ²¹ Mathai, W. 2005. Learning from Trees. *Résurgence* 233, 24-25.
- ²² Maxwell, S., V. Cazalis, N. Dudley, M. Hoffmann, A. Rodrigues, S. Stolton, P. Visconti, S. Woodley, N. Kingston, E. Lewis, M. Maron, B. Strassburg, A. Wenger, H. Jonas, O. Venter et J. Watson. 2020. Area-based conservation in the twenty-first century (La conservation par zone au XXI^e siècle). *Nature* 586, 217-227.
- ²³ Brown, J. 1998. Stewardship : An International Perspective. *Environments : A Journal of Interdisciplinary Studies* 26, 3-7.
- ²⁴ Kumar, S. 2009. Pèlerins ou touristes. *Résurgence* 255, 3.